

Dieu a tout mis dans la nature et en surabondance, toujours trop pour tous, mais assez pour chacun. Au Canada surtout, nous nageons dans l'abondance, soit une production de 90 milliards de dollars, pour l'année 1971, ce qui représente \$4,200 par personne, ou \$21,000 par famille moyenne de cinq membres, ou encore \$350 par mois par personne, et \$1,750 par mois par famille de cinq personnes.

Alors, avec une telle production, nous n'aurions pas raison de nous plaindre. Ce n'est pas la production qui fait défaut, c'est la distribution entre les citoyens qui ont droit à cette production et qui n'en jouissent pas à la suite d'une mauvaise administration des citoyens responsables.

Je pense que le gouvernement canadien doit prouver qu'il entend prendre ses responsabilités, par l'application de tous les moyens possibles et, parmi les moyens disponibles au gouvernement canadien se trouve le financement du capital public par des avances de crédits sans intérêt, et par la Banque du Canada, sans enlever quoi que ce soit à quiconque, sans paralyser la vie économique, sans provoquer ni d'inflation ni de déflation. Nous imaginions d'avance que cette mesure contribuerait grandement à augmenter le niveau de vie de tous les Canadiens. Une telle mesure, on le constate d'emblée, aurait pour effet de diminuer les taxes et les impôts que le gouvernement prélève actuellement en vue de payer les intérêts sur la dette publique ou les emprunts qu'il effectue et augmenterait d'autant les sommes disponibles aux consommateurs pour se procurer les biens capables de satisfaire à leurs besoins.

A cette étape de la discussion, si le Ralliement créditiste ne trouve pas beaucoup de députés pour appuyer leurs idées quant à l'instauration d'un dividende national, par exemple, il s'en trouve par ailleurs un grand nombre qui favorisent la création de crédits nouveaux, sans intérêt, pour le financement du capital public.

Dans son livre: *Demain c'est Van 2000*, Gaston Bardet, professeur d'économie appliquée à l'Université de Bruxelles, après une étude approfondie du système bancaire et des études faites en Grande-Bretagne par la Commission MacMillan et celles poursuivies au Canada en 1939 par le comité des Banques et commerce de la Chambre des communes, en vient aux conclusions suivantes:

Il y a donc deux financements possibles de caractère totalement opposés: L'un provenant de l'épargne, de l'argent en supplément, l'autre projeté en anticipation. Dans le premier cas, dit-il, en ce qui concerne la production privée l'autorégulation doit provenir de l'offre des capitaux existants, (ce à quoi, entre parenthèses, nous différons d'opinion avec M. Bardet), dans le second, de la demande en besoins primaires les plus certains.

Ainsi le financement bancaire est tout indiqué pour le financement de la construction de l'équipement immobilier du pays, profitant à l'ensemble du pays. Là il n'y a pas à craindre de surproduction c'est vraiment la demande qui fixe l'émission. Ce sont les besoins en logements, en routes, en ponts, en hôpitaux, en écoles, en forêts qui, cette fois, deviennent les régulateurs de la monnaie scripturale anticipée.

Comme là, poursuit M. Bardet, il s'agit de prêts de consommation et non plus de production. Il ne peut plus être question d'intérêt. Le pays, la communauté, ne peut pas être usurière.

Un autre économiste s'est penché sur ce problème du financement des gouvernements, et il en est arrivé aux conclusions qu'ont découvertes les créditistes depuis long-

temps, à savoir, le financement du capital public par des crédits nouveaux émis sans intérêt.

L'exposé de cette thèse se trouve dans le livre: «*The Challenge of Abundance*» de M. Robert Théobald, volume qu'on peut trouver dans la Bibliothèque du Parlement.

Voici ce que dit à ce sujet M. Théobald:

Un gouvernement, dit-il, peut utiliser trois moyens pour obtenir les fonds nécessaires pour faire face à ses obligations. Il peut tout d'abord taxer les citoyens et les institutions afin d'obtenir la possession de leur argent. Deuxièmement, il peut emprunter l'argent du peuple et des institutions et payer un intérêt sur les sommes empruntées. Troisièmement, il peut tout simplement créer l'argent et utiliser les fonds créés pour faire ses achats. Ce sur quoi tout le monde était d'accord avant 1936 c'est que le gouvernement ne devait jamais créer d'argent. Cette opposition à la création d'argent était fondée sur la croyance que la demande de biens devait toujours être égale à l'offre aussi longtemps que le gouvernement n'intervenait pas dans l'économie. Keynes détruisit cette croyance quand il démontra qu'il n'y avait aucune certitude que la demande égalait toujours l'offre dans les pays riches...

Il y a plusieurs méthodes pour combler la différence entre l'offre et la demande. Il serait possible de diminuer le niveau de l'offre sans grandement affecter la demande en diminuant les heures de travail pour un même salaire. Il serait possible d'augmenter la demande en disant au peuple que plus de biens sont nécessaires pour mener une vie décente et jouir d'un meilleur niveau de vie.

Le gouvernement pourrait simplement combler la différence entre la production actuelle et potentielle en construisant de nouvelles écoles, en démolissant les taudis et en contrôlant la pollution, parce qu'il se trouverait là des ressources inutilisées dans l'économie. Le gouvernement n'aurait pas besoin de prélever son argent par des taxes ou des emprunts.

L'argent pourrait être simplement créé, les fonds additionnels ne causeraient aucune inflation, parce que, par définition, il n'y a pas rareté de produits.

Il s'agit là du témoignage de l'économiste américain Robert Théobald, qui est d'avis qu'il est possible de démocratiser l'argent et de se servir de crédits nouveaux sans intérêt pour le développement et l'équipement social du pays.

Je veux, par ailleurs, faire valoir le point de vue d'un ingénieur britannique éminent, dont les idées soulèvent un vif intérêt en Grande-Bretagne. Le n° 5, de la Partie I du Volume 183 des Procès-verbaux de 1968-1969 de *The Institution of Mechanical Engineers* de Grande-Bretagne, reproduit le texte intégral d'une conférence prononcée devant les membres de cet organisme par M. Anthony Vickers, sous le titre précité.

Dans cette étude, M. Vickers, qui a été chaleureusement applaudi, et dont les commentaires firent l'objet de discussions parmi les membres de l'Institut, traite tout d'abord du développement technologique, des espoirs qu'il fait naître au point de vue de développement économique. Puis, dans la deuxième partie de son exposé, il traite des moyens de financer le développement social. Il conclut ainsi cette partie de son exposé:

Une première exigence de l'éducation à faire est de rendre chacun capable de comprendre les faits simples et les fonctions de l'argent (métal, papier et crédit bancaire) sous ses diverses formes. Ceci ne signifie pas des études interminables sur les politiques économiques et monétaires. Cela signifie que chacun devrait pouvoir comprendre que:

1) La monnaie est un moyen d'échange ou une méthode de paiement et, en lui-même, il est sans valeur et il ne coûte rien.

2) Le contrôle et la régularisation de la quantité d'argent requis doivent être grandement améliorés pour rencontrer les besoins du progrès technologique et les changements dus à une économie de capitalisation intensive.